—Le Conseil a fait plus encore. Sur proposition de M. Pilada Maza, républicain socialiste, il a fait inviter tous les administrateurs des œuvres pies nommés par les anciens Conseils à donner leur démission. Cette mesure a un double but. Ces diverses administrations rapportent quelque chose à ceux qui en sont chargés, or les appétits républicains et socialistes sont d'autant plus féroces qu'ils souffrent d'un jeûne plus prolongé. Ensuite, la présence d'un administrateur républicain et socialiste à la tête de ces œuvres de charité permet de s'en servir pour des fins bien diverses de celles de leur fondation. Sûrs de l'appui du Conseil, les nouveaux administrateurs puiseront largement dans ces caisses pour le bien de leur parti, la propagande électorale et tout ce qui sera nécessaire pour élargir leur cercle d'action et le rendre plus efficace.

— Enfin, bien qu'il n'ait que quelques jours de vie, le Conseil a tenu à donner une preuve évidente du but anticlérical qu'il poursuit. Il a supprimé d'un trait de plume les trois chapelains qui accompagnaient à leur dernière demeure les morts de la veille. La mesure tombait surtout sur les pauvres, et c'est au nom de la fraternité que l'assesseur de l'hygiène les prive de prières que leur misère ne leur avait point permis de se procurer.

— Mais il y a plus encore que ces manifestations du municipalisme de Rome. La franc-maçonnerie se croit maintenant maîtresse, et a décidé de livrer la grande bataille. Un membre du cabinet Giolitti, M. Rava, franc-maçon militant et ministre de l'instruction publique, vient de présenter à la Cour des Comptes un projet de règlement abolissant un paragraphe de la loi de 1877 qui obligeait les maîtres d'école à donner l'enseignement religieux. Avec la fourberie satanique qui caractérise cette secte, le ministre déclare qu'il ne prend point cette mesure en haine de la religion, mais au contraire pour mieux